

## Dégradation de la note de la France par S&P : un séisme politique et économique

Vidéo de France 24, 3 juin 2024

<https://youtu.be/w5-obPyKzg?si=6VT22-zxdb49k6Yg>

### Exploitation pédagogique

1. Quel est le rôle d'une agence de notation ? Vous pouvez vous appuyer sur une recherche en ligne pour répondre à la question.
2. Quelle décision a été prise par l'agence de notation Standard and Poor's par rapport à la note de la France ? Pourquoi ?
3. Quelles sont les conséquences économiques possibles liées à la dégradation de la note de la France ?
4. À combien s'élèvent les intérêts de la dette française ? Comment ce montant évolue-t-il ?
5. Comment la France se situe-t-elle en termes de finances publiques par rapport à ses voisins européens ? Qu'est-ce qui permet d'expliquer cette situation ?
6. Pourquoi le gouvernement cherche-t-il à « faire des économies » ? Selon vous, quels sont les avantages et inconvénients liés à cette stratégie ?

### Corrigé

1. Le rôle d'une agence de notation est de mesurer, par une note, le risque de non-remboursement des dettes par certains emprunteurs. En générale, la note la plus élevée est AAA, qui correspond à une bonne solvabilité. BBB traduit une solvabilité moyenne ; CCC indique un risque important de non-remboursement. D traduit une situation de faillite de l'emprunteur.
2. L'agence de notation Standard and Poor's a décidé de dégrader la note de la France car elle a estimé que les finances publiques françaises étaient trop dégradées et que les réformes mises en œuvre par le gouvernement français n'étaient pas de nature à permettre au pays d'atteindre ses objectifs budgétaires. Selon S&P, le déficit public français devrait rester au-delà des 3 % en 2027. Par ailleurs, l'agence de notation insiste sur le fait que le gouvernement ne dispose pas d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale, ce qui remet en question sa capacité à réformer pour assurer la soutenabilité de la dette publique.
3. En théorie, les taux d'intérêt auxquels la France emprunte sur les marchés financiers devraient augmenter (car une dégradation de la note témoigne de doutes sur la capacité de la France à rembourser sa dette). Toutefois, en pratique, il ne devrait pas y avoir de hausse significative dans la mesure où la dette française est un produit financier toujours très recherché sur les marchés financiers.
4. En 2020, la dette coûtait d'intérêts 34 milliards d'euros à la France. En 2026, ces intérêts devraient représenter 63 milliards d'euros soit plus que le budget de La Défense.
5. Les finances publiques de la France sont parmi les plus dégradées au niveau européen. Seule l'Italie a eu un déficit public supérieur à celui de la France en 2023 (- 7,4 %). Cette situation peut s'expliquer notamment par les politiques de relance mises en œuvre suite aux crises économiques liées à la pandémie de Covid-19 et à la guerre en Ukraine.

6. Le gouvernement cherche à faire des économies afin de réduire l'endettement de la France, de manière à lui permettre d'emprunter plus facilement sur les marchés financiers. Toutefois, cette stratégie se traduit par des diminutions de dépenses qui peuvent potentiellement impacter les politiques publiques mises en œuvre (en termes de redistribution, de services publics, etc.).